

Cet avis est également porté à la connaissance de l'intéressé par lettre recommandée. Par cette communication, l'intéressé est également invité à faire connaître au chef de corps, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les dix jours à compter de la notification de la communication, ses arguments ou tout élément permettant de se prononcer sur le caractère irrégulier ou non de son absence.

Le chef de corps émet un avis motivé sur le caractère irrégulier ou non de l'absence et le transmet sans délai à l'autorité compétente, ensemble avec les arguments ou éléments avancés, le cas échéant, par l'intéressé.

Art. 4. Lorsqu'elle estime, après avoir pris connaissance des arguments de l'intéressé et de l'avis du chef de corps, que l'absence est effectivement irrégulière, l'autorité compétente démet l'intéressé d'office de son emploi.

Art. 5. Les articles 54 et 55 de l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiés par les arrêtés royaux du 20 décembre 1995 et du 8 octobre 1998, sont abrogés.

Art. 6. L'article 260 de la loi est mis en vigueur.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

Betrokkene wordt eveneens in kennis gesteld van dit bericht met een ter de post aangetekende brief. Met deze kennisgeving wordt betrokkene eveneens verzocht, zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen de tien dagen na de berekening van de kennisgeving, aan de korpschef zijn argumenten of enig ander gegeven bekend te maken waardoor het mogelijk is zich uit te spreken over het al dan niet onregelmatig karakter van zijn afwezigheid.

De korpschef verstrekt een gemotiveerd advies met betrekking op het al dan niet onregelmatig karakter van de afwezigheid en stuurt dit, samen met de door betrokkene desgevallend naar voor gebrachte argumenten of gegevens, door naar de bevoegde overheid.

Art. 4. Wanneer hij, na kennis te hebben genomen van de argumenten of gegevens van betrokkene en van het advies van de korpschef oordeelt dat de afwezigheid inderdaad onregelmatig is, ontslaat de bedoelde bevoegde overheid betrokkene ambtshalve uit zijn ambt.

Art. 5. De artikelen 54 en 55 van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 20 december 1995 en 8 oktober 1998, worden opgeheven.

Art. 6. Artikel 260 van de wet wordt in werking gesteld.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft belast, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

F. 99 — 8

[S - C - 98/21512]

23 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal portant exécution de l'article 126 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux, notamment les articles 121, 126 et 260;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 20 novembre 1998;

Vu le Protocole n° 104/1ter du 8 décembre 1998 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu le Protocole n° N-058441 du 11 décembre 1998 du comité de négociation du personnel militaire des Forces armées;

Vu le Protocole n° 63 du 11 décembre 1998 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la mise en place de la police intégrée suppose beaucoup de mesures d'exécution sur le plan réglementaire et que, dès lors, une publication rapide au *Moniteur belge* de la loi portant organisation d'un service de police intégré, structuré à deux niveaux, s'impose. Que notamment l'article 126 de cette loi, relatif au droit de grève, entre en vigueur le jour de la publication précisée et s'appliquera aux membres du personnel des différents services de police existants actuellement. Que ceci suppose cependant que les modalités y relatives soient préparées au préalable, sous peine d'hypothéquer la disponibilité des services de police;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

N. 99 — 8

[S - C - 98/21512]

23 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 126 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op de artikelen 121, 126 en 260;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën gegeven op 20 november 1998;

Gelet op het Protocol nr. 104/1ter van 8 december 1998 van het gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het Protocol nr. N-058441 van 11 december 1998 van het onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht;

Gelet op het Protocol nr. 63 van 11 december 1998 van het onderhandelingscomité van het personeel van de rijkswacht;

Gelet op de gemotiveerde hoogdringendheid door het feit dat de totstandkoming van de geïntegreerde politie nog heel wat reglementair uitvoeringswerk vergt en de wet tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, derhalve zo snel mogelijk in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt. Dat o.a. artikel 126 van die wet, m.b.t. het stakingsrecht, in werking zal treden de dag van voormelde bekendmaking en van toepassing zal zijn op de personeelsleden van de actueel bestaande diverse politiediensten. Dat dit evenwel niet kan zonder dat reeds de nadere regels dienaangaande anticipatief worden voorbereid, op risico van de beschikbaarheid van de politiediensten in het gedrang te brengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de nos ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. On entend, au sens du présent arrêté, par :

1° "la loi", la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

2° "les membres du personnel", les personnes visées aux articles 117 et 118, de la loi;

3° "le comité de négociation", le comité mentionné à l'article 126, § 1^{er}, 2°, de la loi.

Art. 2. Le préavis de grève prévu à l'article 126, § 1^{er}, 1°, de la loi est déposé par un dirigeant responsable d'une organisation syndicale agréée, auprès du Ministre de l'Intérieur. Le Ministre de l'Intérieur en informe sans délai le Ministre de la Justice. Si l'action planifiée concerne la police locale, le préavis est également déposé auprès du bourgmestre ou du collègue de police concerné.

Pour être valablement déposé, le préavis de grève doit être envoyé par recommandé ou faire l'objet d'un accusé de réception et mentionner les motifs et, de façon précise, le lieu, les services concernés, la date et l'heure de début ainsi que la durée de la grève envisagée.

Le préavis de grève est au minimum de douze jours et prend cours le jour suivant sa dernière notification. Durant cette période le personnel doit poursuivre le travail normalement.

Pendant la période où le préavis court, aucun autre préavis ne peut être déposé par la même organisation syndicale pour les mêmes membres du personnel.

Art. 3. Le président du comité de négociation convoque le comité de négociation le plus vite possible après réception du préavis de grève. Le préavis de grève est joint à la convocation.

L'ordre du jour mentionne dans quel délai les négociations doivent être achevées, et ce au plus tard quarante-huit heures avant le terme du préavis. Les délégations qui composent le comité de négociation peuvent toutefois décider conjointement de prolonger ce délai.

A l'issue de la négociation, le président rédige, le plus vite possible, le procès-verbal de celle-ci ainsi que le protocole. Ces deux documents sont signés, sans délai, par toutes les parties. La grève ne peut débiter au plus tôt que 48 heures après la signature du protocole.

Art. 4. Les membres du personnel qui participent à la grève et ceux qui n'y participent pas mais qui ne peuvent rejoindre leur lieu de travail, ne perçoivent pas de rémunération pour la durée de l'interruption du travail. Pour le surplus, ils conservent tous les droits statutaires et leur absence ne peut être considéré comme irrégulière aussi longtemps que dure la grève ou que l'accomplissement de leurs prestations de travail est rendue impossible en raison de celle-ci.

Art. 5. Jusqu'à la constitution de la police fédérale et des corps de police locale, le préavis de grève est déposé auprès du ministre de l'Intérieur et auprès des autorités visées à l'article 260, alinéa 3, de la loi, selon les distinctions qui y sont faites.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie en op het advies van onze in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In dit besluit worden verstaan onder:

1° "de wet", de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

2° "de personeelsleden", de personen bedoeld in de artikelen 117 en 118, van de wet;

3° "het onderhandelingscomité", het comité zoals bedoeld in artikel 126, § 1, 2°, van de wet.

Art. 2. De stakingsaanzegging bedoeld in artikel 126, § 1, 1°, van de wet, wordt ingediend door een verantwoordelijke leider van een erkende syndicale organisatie bij de Minister van Binnenlandse Zaken. De Minister van Binnenlandse Zaken brengt de Minister van Justitie hiervan onverwijld op de hoogte. Indien de geplande actie de lokale politie betreft, wordt de voorafgaande aanzegging eveneens ingediend bij de betrokken burgemeester of het betrokken politiecollege.

Om regelmatig te zijn ingediend, moet de stakingsaanzegging aangetekend worden verstuurd of het voorwerp uitmaken van een ontvangstmelding en de motieven, alsmede de precieze plaats, betrokken diensten, datum en uur van aanvang evenals de duur van de beoogde staking aangeven.

De stakingsaanzegging bedraagt minimum twaalf dagen en gaat in op de dag welke volgt op de laatste berekening. Tijdens deze periode moet het personeel normaal doorwerken.

Tijdens de periode waarin de aanzegging loopt, kan door dezelfde syndicale organisatie geen enkele andere aanzegging worden ingediend voor dezelfde personeelsleden.

Art. 3. Zo snel mogelijk na ontvangst van de stakingsaanzegging wordt het onderhandelingscomité door zijn voorzitter bijeengeroepen. De stakingsaanzegging wordt gevoegd bij de oproeping.

De dagorde vermeldt binnen welke termijnen de onderhandelingen moeten worden beëindigd en dit ten laatste achtenveertig uren voor het vervallen van de stakingsaanzegging. De afvaardigingen die deel uitmaken van het onderhandelingscomité kunnen evenwel gezamenlijk beslissen om deze termijn te verlengen.

Bij het afsluiten van de onderhandeling stelt de voorzitter, zo vlug mogelijk, het proces-verbaal van de vergadering en het protocol op. Deze twee documenten worden onverwijld door alle partijen ondertekend. De staking kan slechts aanvangen ten vroegste 48 uur na de ondertekening van het protocol.

Art. 4. De personeelsleden die aan de staking deelnemen en zij die er niet aan deelnemen maar die hun arbeidsplaats niet kunnen vervoegen, ontvangen voor de duur van de werkonderbreking geen bezoldiging. Voor het overige behouden zij alle statutaire rechten. Hun afwezigheid mag, zolang de staking duurt of het vervullen van hun arbeidsprestaties hierdoor onmogelijk wordt gemaakt, niet beschouwd worden als een onregelmatige afwezigheid.

Art. 5. Tot de oprichting van de federale politie en van de korpsen van lokale politie, wordt de stakingsaanzegging ingediend bij de Minister van Binnenlandse Zaken en bij de overheden bedoeld in het artikel 260, derde lid, van de wet, volgens het aldaar gemaakte onderscheid.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en onze Minister van Justitie zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS